



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(15 MAI 1956 - 29 MAI 1957)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS: VINGT-QUATRIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8

NEW-YORK

Déclare qu'il est urgent de procéder à une étude aussi détaillée que possible des tendances et des perspectives de la production et de la consommation du bois et des produits forestiers en Amérique latine;

Décide :

1. De demander au secrétariat de se mettre en rapport avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour réaliser cette étude en étroite collaboration avec cette organisation et d'insister sur les réalisations immédiates et à moyen terme, sans négliger de tenir dûment compte des projections à long terme qui sont envisagées et dont la Commission reconnaît pleinement la nécessité;

2. De recommander aux gouvernements : a) de prendre immédiatement toute mesure utile pour améliorer la connaissance de leurs richesses forestières, et les statistiques afférentes aux produits forestiers, au besoin en faisant appel à l'Administration de l'assistance technique, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et à d'autres concours; b) de faire en sorte que leurs services spécialisés — financiers, économiques, industriels, agricoles et forestiers — collaborent au maximum à la réalisation de cette étude.

27 mai 1957.

Résolution 134 (VII)

PRODUCTIVITÉ AGRICOLE
(E/CN.12/475)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte de sa résolution 87 (VI) du 15 septembre 1955,

Considérant :

a) Que le secrétariat a préparé un aperçu général de la productivité de la main-d'œuvre et de la terre qui figure dans l'*Etude sur la situation économique de l'Amérique latine pour 1956* (E/CN.12/427 et Corr.1 et Add. 1),

b) Qu'il existe dans les pays latino-américains une forte disparité entre le niveau des revenus peu élevé de la population agricole et celui de la population employée dans d'autres secteurs,

c) Qu'à l'intérieur même du secteur agricole, il existe une disparité entre les revenus de la population qui travaille dans les exploitations disposant de capitaux et de moyens techniques et ceux de la population qui travaille dans les exploitations du type traditionnel ayant une faible productivité,

d) Qu'il convient de maintenir un équilibre, dans le développement économique, aussi bien à l'intérieur du secteur agricole qu'entre ce secteur et les autres secteurs de l'économie;

Prend note avec satisfaction de l'étude mentionnée à l'alinéa a ci-dessus effectuée par le secrétariat au sujet de la productivité,

Recommande :

1. Que les Etats membres accordent une importance particulière, dans les programmes d'enquête concernant leurs économies agricoles, à l'étude de la productivité de la main-d'œuvre, de la terre, du capital et des dépenses courantes de production;

2. Que le secrétariat, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et dans la mesure des moyens, des ressources et des attributions de ces deux organismes : a) poursuive ses études générales sur la productivité; b) indique aux gouvernements intéressés qui le demanderaient les méthodes leur permettant de procéder à des études de cet ordre par pays; et c) continue à fournir, à la demande des gouvernements, des conseils et une assistance aux pays sur les mesures qui doivent être appliquées en vue d'améliorer la productivité.

27 mai 1957.

Résolution 135 (VII)

EXPLOITATIONS AGRICOLES INSUFFISANTES
(E/CN.12/476)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte :

a) De sa résolution 66 (V) du 24 avril 1953 qui traite des questions liées à la réforme agraire et notamment des problèmes que pose le régime foncier,

b) Des conclusions auxquelles est parvenu le cycle d'études latino-américain sur les problèmes de la terre, qui s'est tenu à Campinas (Sao-Paulo, Brésil), en 1953,

Considérant :

a) Que, dans quelques pays d'Amérique latine, il existe des exploitations agricoles dont les possibilités de capitalisation sont très limitées et dont les dimensions et les conditions de production ne permettent pas d'absorber la capacité de travail de la famille paysanne et de lui assurer un niveau de vie suffisant, et que le nombre de ces exploitations tend à augmenter,

b) Que les moyens et les méthodes pour résoudre le problème que pose ce type d'exploitations sont particulièrement complexes,

Recommande :

1. Au secrétariat, de prêter son attention, en accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et dans la mesure où le permettent les ressources et les attributions respectives de ces deux organismes, aux demandes d'orientation et de conseils que pourraient présenter les pays d'Amérique latine qui s'efforcent de résoudre ce problème;

2. Aux gouvernements des Etats membres intéressés, de procéder à un échange d'études et de renseignements sur les caractéristiques de ce type d'exploitations, les conséquences économiques et techniques qui en découlent, les mesures appliquées en vue d'obtenir la trans-

formation de ces exploitations en unités mieux adaptées aux conditions de la production agricole, et les résultats de ces mesures.

27 mai 1957.

Résolution 136 (VII)

ETUDES SUR LE CAFÉ (E/CN.12/477)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'étude sur le rendement et les perspectives de la culture et du traitement du café au Salvador et que l'étude analogue qui est effectuée en Colombie, en vertu du Programme commun CEPAL/FAO, sont d'un grand intérêt pour les autres pays producteurs de café,

Recommande :

1. Aux gouvernements des Etats membres qui désireraient bénéficier de conseils en vue de la réalisation d'études de ce genre sur le café, ou mettre à jour leurs propres études, d'en informer le secrétariat et d'indiquer s'ils seraient disposés à détacher un ou plusieurs de leurs fonctionnaires afin qu'ils acquièrent les connaissances et l'expérience nécessaires pour procéder à de telles études, et notamment pour rassembler et analyser les données pertinentes, exploiter les résultats et établir des bases de prévision en ce qui concerne les récoltes;

2. Au secrétariat, dans le cas où un nombre suffisant de pays se déclareraient intéressés, d'examiner, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la possibilité de créer un centre de formation en cette matière dans l'un des pays qui auraient demandé cette étude.

27 mai 1957.

Résolution 137 (VII)

ETABLISSEMENT DES PROGRAMMES PAR SECTEUR ET PAR RÉGION, ET ÉLABORATION, PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROJETS (E/CN.12/478)

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte des études et travaux effectués jusqu'ici par le secrétariat en ce qui concerne les problèmes du développement économique de l'Amérique latine et des méthodes d'analyse et de projection qu'il a élaborées à cette fin,

Considérant :

a) Que les études soumises à la présente session, à savoir *El desequilibrio externo en el desarrollo latino-americano : el caso de México* (E/CN.12/428 et Add.1), *El desarrollo económico de Bolivia* (E/CN.12/430 et Add.1) et les renseignements relatifs à l'état de l'étude sur le développement économique de l'Argentine, apportent une contribution de premier ordre à l'application et à l'élargissement de la méthode d'analyse

précitée, et constituent des travaux essentiels qui permettent de mieux comprendre l'ensemble du processus de développement économique de l'Amérique latine,

b) Que le secrétariat a présenté un manuel de projets (E/CN.12/426 et Add.1), rédigé par un expert de l'Administration de l'assistance technique en collaboration avec le secrétariat, ouvrage destiné à faciliter l'évaluation et l'élaboration de projets individuels de développement, dans le cadre général de la programmation ou des politiques d'ensemble visant à promouvoir le développement économique,

c) Qu'un expert de l'Administration de l'assistance technique a rédigé, en collaboration avec le secrétariat, un rapport préliminaire sur les problèmes d'administration publique qui ont un lien avec les politiques de développement économique,

d) Que plusieurs pays d'Amérique latine utilisent actuellement la méthode d'analyse et de projection élaborée par le secrétariat pour permettre de fixer les programmes et les politiques de développement,

e) En outre, que l'établissement de programmes d'ensemble doit être complété par l'élaboration de programmes par secteur et par région, et que pour chaque secteur, il est de plus en plus nécessaire de procéder à une évaluation objective des projets individuels et à la mise au point minutieuse des nouveaux projets, compte dûment tenu des projections générales de l'économie,

f) En conséquence, qu'il est souhaitable que les gouvernements, lorsqu'ils élaborent leurs programmes de développement par secteur ou par région, et lorsqu'ils évaluent et mettent au point leurs projets individuels, tirent profit de l'expérience acquise par le secrétariat à l'occasion de l'application de ses méthodes d'analyse et de l'étude qu'il a faite sur le processus de développement des pays d'Amérique latine,

Tenant compte :

a) Du fait que le secrétariat a acquis, par l'entremise du groupe mixte de consultants CEPAL/FAO/AAT, une expérience positive et valable dans le domaine du papier et de la cellulose, qui a permis aux gouvernements de faire des progrès considérables en ce qui concerne la solution pratique des problèmes qui se posent dans cette industrie,

b) De sa résolution 99 (VI) du 15 septembre 1955, qui recommande au secrétariat d'aider les gouvernements, sur leur demande, à déterminer les facteurs économiques qui entrent en jeu et à coordonner les programmes de développement de l'énergie,

Décide :

1. De recommander au secrétariat que, tout en poursuivant ses études méthodologiques sur l'analyse et les projections du développement d'après l'expérience acquise par les pays latino-américains, il accorde son attention aux problèmes concrets liés à l'établissement des programmes par secteur et par région, ainsi qu'à l'élaboration, à la présentation et à l'évaluation de projets particuliers, et qu'il aide les gouvernements qui le sollicitent à ce sujet, en recherchant à cette fin la